

Les dépenses pharmaceutiques varient fortement d'un pays à l'autre. Elles sont relativement élevées au Japon et aux États-Unis. La France occupe une position intermédiaire en Europe, mais au-dessus de la moyenne des pays de l'UE-15. Le reste à charge des ménages pour les produits pharmaceutiques est quant à lui plus faible en France (13 % en 2020) que dans l'UE-15 (28 % en moyenne).

Par ailleurs, si le volume de la consommation médicamenteuse française recule depuis plusieurs années, on observe au 1^{er} trimestre de 2020 une forte croissance des achats en pharmacie, juste avant la mise en place des restrictions sanitaires en Europe. Une diminution forte de la consommation de médicaments à l'hôpital est constatée pendant et après la crise sanitaire. Enfin, la part des médicaments génériques est en augmentation depuis dix ans, notamment en France (+22 points de pourcentage entre 2011 et 2021).

En France, en 2020, les dépenses pharmaceutiques par habitant sont stables et restent proches de la moyenne de l'UE-15

En 2020, au sein des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comparés ici (pays européens, États-Unis, Canada et Japon), les dépenses pharmaceutiques représentent de 0,6 % du produit intérieur brut (PIB) au Luxembourg à 2,9 % du PIB en Grèce [graphique 1, encadré 1]. En 2020, la France consacre 1,6 % de son PIB aux dépenses pharmaceutiques, comme la Slovaquie ou l'Espagne. Elle se situe légèrement au-dessus de la moyenne des pays de l'UE-15 (1,3 %) et derrière l'Allemagne (1,8 %). Au sein de l'UE-15, les biens médicaux dans leur ensemble (qui regroupent, en plus des produits pharmaceutiques, les appareils thérapeutiques et les autres biens médicaux) représentent 17,0 % de la dépense courante de santé au sens international (DCSi), soit le quatrième poste de dépense derrière les soins courants à l'hôpital et les soins courants en cabinet de ville [fiche 26].

Exprimées en euros courants par habitant, les dépenses pharmaceutiques varient davantage (graphique 2)¹ : en 2020, elles sont ainsi

presque deux fois plus élevées aux États-Unis et en Suisse que dans plusieurs pays de l'UE-15. Au sein des pays de l'UE-15, l'Allemagne est le pays qui dépense le plus à ce titre (709 euros courants par habitant), suivi de l'Irlande (613 euros courants par habitant). Parmi les pays étudiés, la France se situe en 9^e position, avec 554 euros courants par habitant.

La régulation du prix des médicaments contribue vraisemblablement aux écarts entre pays. En Allemagne, les prix sont libres la première année, les tarifs de remboursement des médicaments étant fixés dans l'année qui suit la commercialisation. À l'inverse, en France, les prix sont négociés entre les industriels et l'État avant la commercialisation (Dahmouh, et al., 2018).

Par ailleurs, si la grande majorité des dépenses de médicaments concerne des médicaments délivrés sur ordonnance, la part de l'automédication² dans ces dépenses reste très variable : elle s'élève à 39 % dans les nouveaux membres (NM [glossaire]), contre 17 % en moyenne dans l'UE-15.

En raison de la contraction de l'activité économique, on constate en 2020 pour la plupart des pays étudiés une augmentation relative de la part du PIB dédiée aux dépenses pharmaceutiques – les augmentations les plus importantes

¹ Les dépenses pharmaceutiques n'ont pas été exprimées en PPA santé dans la mesure où, le marché pharmaceutique étant un marché mondial, le prix des médicaments reste relativement homogène entre les différents pays européens (en comparai-

son des services médicaux et en particulier des salaires des professionnels de santé). À noter que des études spécifiques sur le prix des médicaments seront réalisées conjointement par la DREES et par l'OCDE dans les mois à venir.

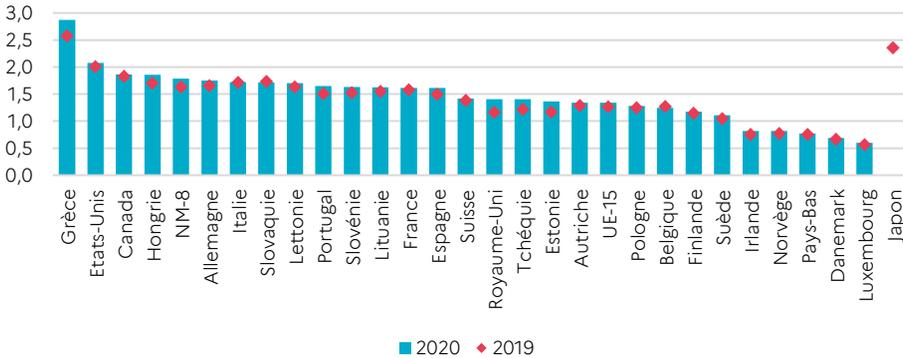
² Médicaments en vente libre dans le graphique.

étant observées en Grèce et au Royaume-Uni (graphique 1). Si l'analyse annuelle des dépenses pharmaceutiques permet d'observer une augmentation de la part de ces dépenses dans le PIB des pays

entre 2019 et 2020, l'analyse de l'évolution infra-annuelle de la consommation de médicaments¹ révèlent des variations trimestrielles marquées durant l'année 2020, tant en ville qu'à l'hôpital (voir paragraphes suivants).

Graphique 1 Les dépenses pharmaceutiques en 2020 et en 2019

En % du PIB*



* PIB pour l'année 2020.

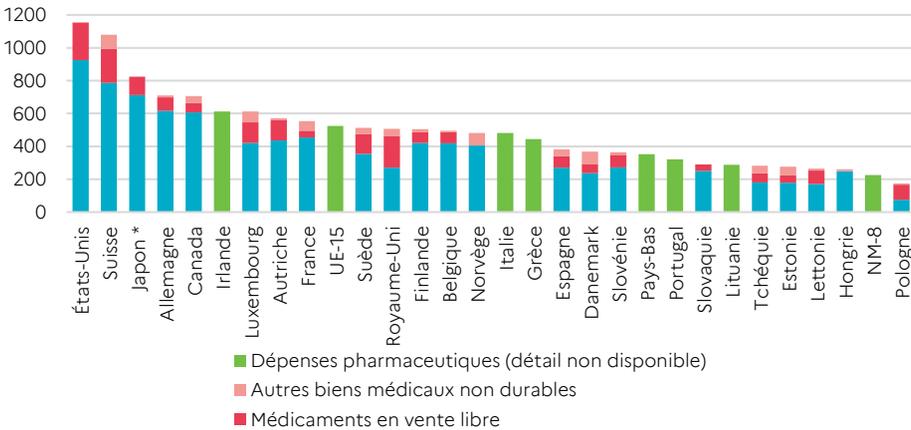
Note > Les données pour le Japon ne sont pas disponibles pour 2020.

Lecture > Aux États-Unis, en 2020, les dépenses pharmaceutiques représentent 2,1 % du PIB. Elles représentaient 2 % en 2019.

Sources > OCDE, Eurostat, Système international des comptes de la santé (SHA).

Graphique 2 Les dépenses pharmaceutiques en 2020 selon le mode de délivrance

En euros courants par habitant



* Données 2019.

Lecture > Aux États-Unis, en 2020, chaque habitant consomme 926 euros courants pour des médicaments délivrés sur ordonnance, et 228 euros courants pour des médicaments en vente libre.

Sources > OCDE, Eurostat, Système international des comptes de la santé (SHA).

¹ Ces analyses sont réalisées à partir de la base de données IQVIA.

Encadré 1 Définition

Les dépenses pharmaceutiques disponibles dans le Système international des comptes de la santé (SHA) incluent les achats de médicaments sur ordonnance délivrés en ville, l'automédication et les achats d'autres produits de santé non durables tels que les pansements, les bandages, les préservatifs, les dispositifs intra-utérins et autres dispositifs de contraception. Elles comprennent les médicaments rétrocédés par les pharmacies hospitalières à des patients en traitement ambulatoire, tels que les médicaments indiqués dans le traitement de l'hépatite C commercialisés en 2014 en France. Enfin, les dépenses de tests antigéniques du SARS-CoV-2, ainsi que les vaccins ne sont pas comptabilisés parmi les dépenses pharmaceutiques, mais dans les dépenses de prévention. Pour la France, les ventes en officines (pharmacies) représentent 79 % des dépenses pharmaceutiques (IQVIA, 2022).

En France, une participation des ménages aux dépenses de médicaments inférieure à la moyenne de l'UE-15

En 2020, dans les pays de l'UE-15, les fonds publics et les assurances obligatoires¹ couvrent 71 % des dépenses pharmaceutiques (82 % en France et en Allemagne), alors qu'ils couvrent seulement 46 % de ces dépenses dans les NM-8 et 38 % au Canada (*graphique 3*). En moyenne au sein de l'UE-15, les assurances privées facultatives prennent en charge 1 % des dépenses pharmaceutiques, de sorte que le reste à charge des ménages s'établit à 28 % de la dépense en médicaments, en moyenne. Ce reste à charge est supérieur à celui des soins hospitaliers ou des soins ambulatoires (*fiche 28*).

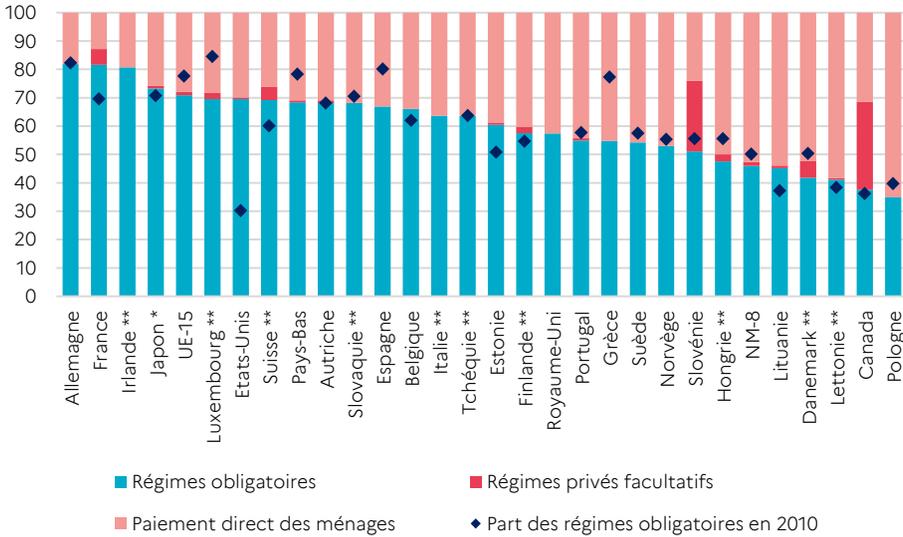
Ces différences de prise en charge s'expliquent par l'absence de couverture de certains produits et le non-remboursement de l'automédication. Par ailleurs, les contraintes budgétaires

auxquelles sont confrontés les États depuis plusieurs années les ont conduits à rechercher des voies de rationalisation de la prise en charge, notamment en redéfinissant le panier des biens qui bénéficient d'une prise en charge publique. Certains pays ont également adopté des mesures reportant une partie du financement sur les ménages. Par exemple, en 2008 à la suite de la crise financière, l'Espagne et la Grèce ont augmenté la participation des patients aux coûts pharmaceutiques (co paiements, ticket modérateur, base de remboursement déconnectée du prix) [*graphique 3*]. En France et en Allemagne, le reste à charge des ménages pour les produits pharmaceutiques est nettement plus faible que dans les pays voisins : respectivement 13 % et 18 % (contre 28 % en moyenne pour les pays de l'UE-15). Ce reste à charge a peu évolué entre 2019 et 2020. Il n'a augmenté que d'un point de pourcentage supplémentaire en France et dans les pays de l'UE-15, et il est resté stable pour les NM-8.

¹ Régimes obligatoires dans le graphique 3.

Graphique 3 Répartition des dépenses pharmaceutiques entre régimes obligatoires, régimes privés facultatifs et participation des ménages en 2020 et en 2010

En %



* Données 2019 ; ** ruptures de série au cours de la période 2010-2020.

Lecture > En France, 81,6 % des dépenses pharmaceutiques sont prises en charge par un financement public, 5,6 % par un régime privé facultatif et 12,8 % sont à la charge des ménages.

Sources > OCDE, Eurostat, Système international des comptes de la santé (SHA).

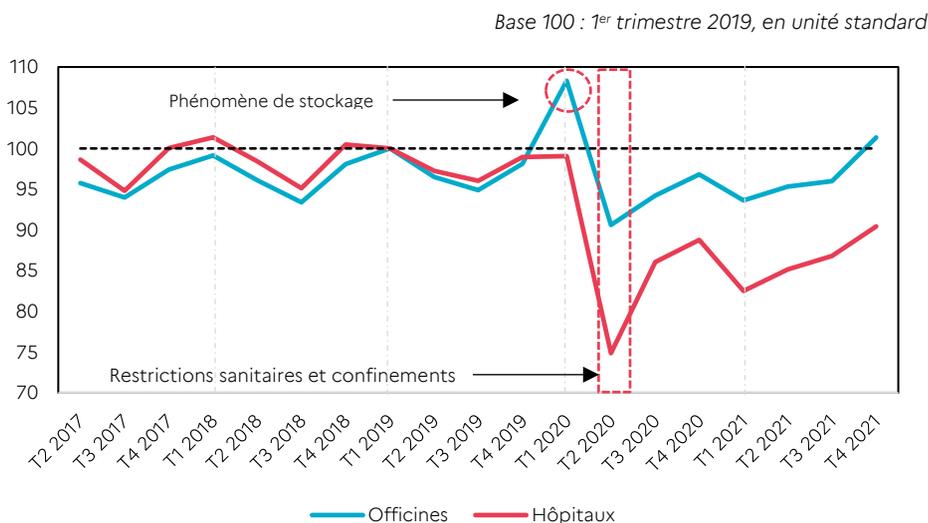
Un stockage de médicaments par les ménages juste avant la mise en place des restrictions sanitaires en Europe au 1^{er} trimestre 2020

Les données trimestrielles sur les ventes en officines en unité standard (en volume) [encadré 2] révèlent un surcroît de ventes juste avant la mise en place des restrictions sanitaires en Europe (graphique 4). Ces schémas d'achats inha-

bituels ont probablement été motivés par plusieurs facteurs, dont un phénomène de stockage de médicaments par les patients atteints de pathologies chroniques, mais aussi des craintes de ruptures d'approvisionnement (EPI-PHARE, 2020). Une augmentation forte des délivrances d'antidiabétiques, d'antihypertenseurs, d'antiépileptiques et d'antiparkinsoniens en officines a ainsi été observée entre le 1^{er} trimestre de 2019 et le 1^{er} trimestre de 2020 pour l'ensemble des pays étudiés (tableau 1)¹.

¹ La Norvège fait exception : elle n'a pas augmenté ses achats d'antihypertenseurs au 1^{er} trimestre 2020.

Graphique 4 Évolution des ventes en officines et de la consommation à l'hôpital de médicaments entre 2017 et 2021



Champ > Total de la consommation de médicaments à l'hôpital et de la vente de médicaments en officines pour cinq pays (France, Italie, Allemagne, Royaume-Uni, Espagne).

Lecture > En France, au 2^e trimestre de 2020, la consommation de médicaments à l'hôpital était inférieure de 25 % à celle du 1^{er} trimestre de 2019.

Source > IQVIA 2021, traitements DREES.

Tableau 1 Évolution des ventes en officines d'un échantillon de quatre familles de médicaments pour traiter les pathologies chroniques entre le 1^{er} trimestre de 2019 et le 1^{er} trimestre de 2020

En unité standard, en %

	Antidiabétiques	Antihypertenseurs	Antiépileptiques	Antiparkinsoniens
Allemagne	+12,6	+12,2	+16,0	+9,6
Espagne	+8,1	+7,5	+8,8	+6,9
Finlande	+14,2	+17,1	+13,6	+5,6
France	+8,3	+5,8	+8,6	+7,5
Italie	+7,4	+6,3	+9,3	+11,7
Norvège	+18,7	-9,3	+19,8	+13,4
Pays-Bas	+7,8	+8,5	+10,0	+15,9
Royaume-Uni	+6,5	+5,7	+4,1	+6,0
Total	+8,8	+8,0	+9,1	+8,9

Note > Selon le système de classification anatomique, thérapeutique et chimique (en anglais : *Anatomical Therapeutic Chemical* [ATC]), les antidiabétiques correspondent à la catégorie A10, les antihypertenseurs correspondent à la catégorie C2, les antiépileptiques à la catégorie N3, et les antiparkinsoniens à la catégorie N4.

Champ > Vente de médicaments en officines pour huit pays.

Lecture > Entre le 1^{er} trimestre de 2019 et le 1^{er} trimestre de 2020, la vente d'antidiabétiques a augmenté de 8,3 % en France. En moyenne pour les huit pays étudiés, elle a augmenté de 8,8 %.

Source > IQVIA 2021, traitements DREES.

Encadré 2 La base de données IQVIA sur les ventes en officines et sur la consommation à l'hôpital

IQVIA produit des données sur les ventes de médicaments en officines, collectées *via* des partenariats avec les pharmacies, et sur la consommation de médicaments à l'hôpital. Les données portent sur les quantités vendues (en unité standard [glossaire]) et sur le chiffre d'affaire (en monnaie nationale, en euros ou en dollars) en fonction de la classification ATC (Système de classification anatomique, thérapeutique et chimique, en anglais : *Anatomical Therapeutic Chemical [ATC] Classification System*) et selon leur statut (générique ou non, protégé ou non). Les données sont disponibles pour huit pays européens. Pour cinq d'entre eux, nous disposons de données au niveau des hôpitaux et des officines (France, Allemagne, Italie, Espagne et Royaume-Uni). Les trois autres ne transmettent que des données sur les officines (Finlande, Norvège et Pays-Bas). Exclusion faite des médicaments oncologiques principalement administrés à l'hôpital, cette contrainte ne pose pas de problème majeur pour la Norvège et la Finlande, mais pose de plus grandes difficultés pour les Pays-Bas où le secteur hospitalier représente près de 37 % du marché total des médicaments (contre 21 % en France [IQVIA, 2022]). Par ailleurs, la base de données IQVIA propose un champ plus large que la base de données SHA, puisqu'elle inclut des données détaillées sur les vaccins, qui appartiennent normalement au domaine de la prévention.

Une réduction des ventes de médicaments en officines et de leur consommation à l'hôpital au 2^e trimestre de 2020

Dès le 2^e trimestre de 2020, les ventes de médicaments en officines et leur consommation à l'hôpital¹ ont diminué en moyenne pour les huit pays étudiés de 9 % et de 25 % respectivement comparé au 1^{er} trimestre de 2019 (-14 % et -19 % respectivement pour la France). Outre le phénomène de stockage préalable, l'application des gestes barrières, la limitation des déplacements, la généralisation du port du masque dans l'espace public, mais aussi la déprogrammation d'un certain nombre de soins à l'hôpital, peuvent aussi expliquer cette baisse. En effet, les épidémies saisonnières de gastroentérites et de grippe ont largement été freinées à partir du 2^e trimestre de 2020 et du début des restrictions sanitaires en Europe (Santé publique France, 2021). Pour le 2^e trimestre de 2020, en comparaison avec l'année précédente, la vente d'antidiarrhéiques a ainsi chuté de 20,4 % en officines et leur consommation de 24,7 % à l'hôpital (tableau 2). Les médicaments décongestionnants nasaux ont connu une diminution

similaire, enregistrant une baisse des prescriptions de 8,4 % en officines et de 31,7 % à l'hôpital. La décreue la plus spectaculaire concerne les antitussifs dont les ventes ont décliné de presque 60 % en officines. Ces diminutions sont observées quel que soit le niveau de sévérité des confinements ou des restrictions sanitaires mises en place. Ainsi, autant les pays qui ont appliqué des confinements stricts sur leur territoire (France, Italie, Espagne) que les pays qui ont fermé leurs écoles sans imposer de confinements stricts et sans restreindre les déplacements (Pays-Bas, Finlande, Norvège) présentent une diminution globale de la consommation de médicaments pendant la durée des restrictions. La délivrance de produits nécessitant une administration par un professionnel de santé diminue également en 2020, notamment les vaccins. Au 2^e trimestre de 2020, les ventes (et l'administration) des vaccins dits combinés² baissent de 25,1 % à l'hôpital et de 14,9 % en officines. Plus spécifiquement, on observe une diminution de 12,8 % des vaccins anti-HPV (les papillomavirus humains) et de 55,9 % des vaccins contre les hépatites. Enfin, l'usage de contraceptifs hormonaux a diminué de façon globale pendant la pandémie avec une baisse de 8,0 %

¹ Intra et hors groupe homogène de séjours [GHS].

² Les vaccins combinés contiennent des antigènes permettant de prévenir plus d'une maladie évitable par la vaccination. Ils sont plus souvent administrés

que les vaccins non combinés et donnent donc une meilleure représentation de la prescription de vaccins dans un pays donné.

en officines en moyenne pour les huit pays étudiés (-4,6 % en France) au 2^e trimestre de 2020, comparé à l'année précédente, et sans phénomène de stockage préalable. De manière plus

spécifique, on observe également un effondrement des délivrances de contraceptifs d'urgence¹.

Tableau 2 Évolution de la consommation à l'hôpital et de la vente en officines d'un échantillon de 5 médicaments entre le 2^e trimestre de 2019 et le 2^e trimestre de 2020

En unité standard, en %

		Intensité de confinement*	Antidiarrhéiques	Décongestionnant nasaux	Antitussifs	Vaccins combinés	Contraceptifs hormonaux
Italie	Hôpitaux	Plus de 60	-25,2	-40,9	-45,9	-34,3	-8,1
	Officines		-20,5	-9,7	-53,0	-4,6	-8,1
Espagne	Hôpitaux	55-60	+5,8	-23,5	-44,2	-15,0	-43,3
	Officines		-31,8	-16,9	-65,1	-13,8	-6,6
Royaume-Uni	Hôpitaux	55-60	-38,7	-40,7	-35,5	-12,1	-54,6
	Officines			-4,0	-27,2	-78,5	-16,1
France	Hôpitaux	50-55	-23,3	-17,0	-55,2	-31,4	-57,1
	Officines		-24,4	-8,1	-57,5	-19,1	-4,6
Allemagne	Hôpitaux	50-55	-28,0	-24,1	-44,8	-4,6	-21,4
	Officines		-15,5	-12,0	-67,2	-6,0	-4,9
Pays-Bas	Officines	45-50	-39,7	-11,4	-28,2	-90,6	-11,1
Norvège	Officines	40-45	-1,5	-15,1	-73,5	-54,3	-8,4
Finlande	Officines	Moins de 40	-51,0	-31,4	-57,6	-0,6	-7,8
Total	Hôpitaux		-24,7	-31,7	-44,8	-25,1	-52,2
	Officines		-20,4	-8,4	-58,6	-14,9	-8,0

* L'indice d'intensité de confinement correspond à l'indice de restriction de l'université d'Oxford. Il varie entre 0 (le moins strict) et 100 (le plus strict) et donne une version moyenne de l'intensité des mesures de restrictions sanitaires imposées par les gouvernements pour l'année 2020 (moyenne des scores journaliers en 2020). Il prend en compte neuf paramètres : la fermeture des écoles, la fermeture des lieux de travail, l'annulation d'événements publics, la restriction des rassemblements publics, la fermeture des transports publics, l'obligation de rester à la maison, les campagnes d'information publique, la restriction des déplacements internes et le contrôle des voyages internationaux.

Note > La Finlande, la Norvège et les Pays-Bas ne fournissent des données qu'au niveau des officines. Les autres pays fournissent des données pour les officines et les hôpitaux.

Selon la catégorie ATC : Les antidiarrhéiques correspondent à la catégorie A7F, les décongestionnants nasaux à la catégorie R3A, les antitussifs à la catégorie R5D, les vaccins combinés à la catégorie J7B, et les contraceptifs hormonaux à la catégorie G3A.

Lecture > Entre le 2^e trimestre de 2019 et le 2^e trimestre de 2020, la vente d'antitussifs en officines a diminué de 57,5 % en France. Leur consommation à l'hôpital a diminué de 55,2 % sur cette même période. En moyenne pour les huit pays étudiés, la vente en officines et la consommation à l'hôpital d'antitussifs a respectivement diminué de 58,6 % et de 44,8 %.

Champ > Vente de médicaments en officines et à l'hôpital pour huit pays.

Sources > IQVIA 2021, traitements DREES ; Oxford COVID-19 Government Response Tracker.

¹ Une tendance similaire est observée pour les interruptions volontaires de grossesse (IVG) qui baissent de 4 % en 2020 par rapport à 2019 en France (Fresson et Rey, 2020).

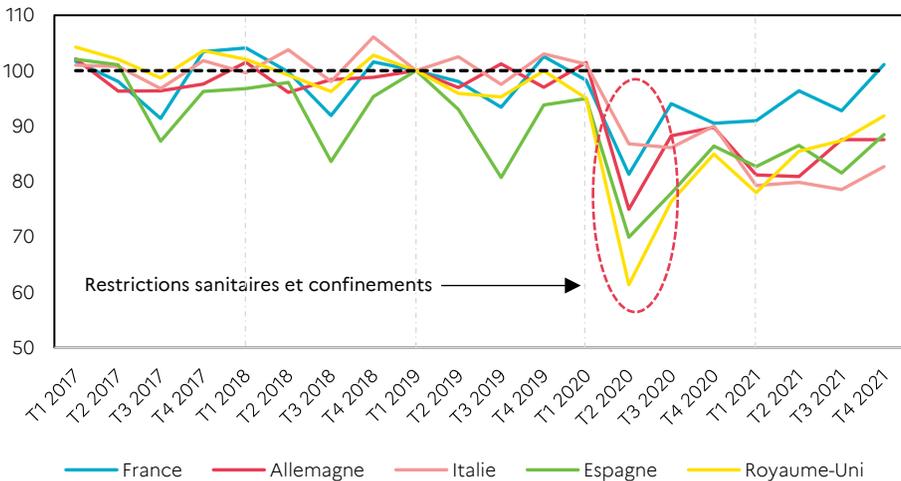
En moyenne, la consommation de médicaments à l'hôpital est restée en dessous de son niveau pré-crise en 2020 et 2021

De manière générale, si la vente de médicaments en officines est revenue fin 2021 à son niveau pré-crise du Covid-19, la diminution de la consommation de médicaments à l'hôpital pendant les restrictions sanitaires a perduré pour la majorité des pays étudiés sur l'ensemble des années 2020 et 2021 (graphique 5). La France fait figure d'exception : fin 2021, la consommation de médicament à l'hôpital y est revenue au niveau du 1^{er} trimestre de 2019.

Cette diminution de la consommation de médicaments à l'hôpital s'explique en premier lieu par la réduction du volume de soins. La pandémie de Covid-19 a également eu un impact négatif sur la détection, le diagnostic et le traitement des cancers et d'autres maladies qui ne semblent pas avoir été rattrapés pour l'ensemble des pays. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les dépistages du cancer colorectal ont diminué de 46 % en Italie entre 2019 et 2020 et le nombre de cancers diagnostiqués en 2020 en Espagne a été inférieur de 34 % aux prévisions (OMS, 2022).

Graphique 5 Évolution de la consommation de médicaments à l'hôpital entre 2017 et 2021

Base 100 : 1^{er} trimestre 2019



Champ > Total de la consommation de médicaments à l'hôpital et de la vente de médicaments en officines pour cinq pays (France, Italie, Allemagne, Royaume-Uni, Espagne).

Lecture > En France, au 2^e trimestre de 2020, la consommation de médicaments à l'hôpital était inférieure de 19 % à celle du 1^{er} trimestre de 2019.

Source > IQVIA 2021, traitements DREES.

Au-delà de la crise sanitaire, le recul des ventes officielles par habitant se poursuit en France

La consommation médicamenteuse française en officines, exprimée en unité standard par habitant, diminue depuis 2016 (graphique 6). Elle était la plus élevée parmi les huit pays étudiés entre 2009 et 2017. En 2021, elle se situe à un

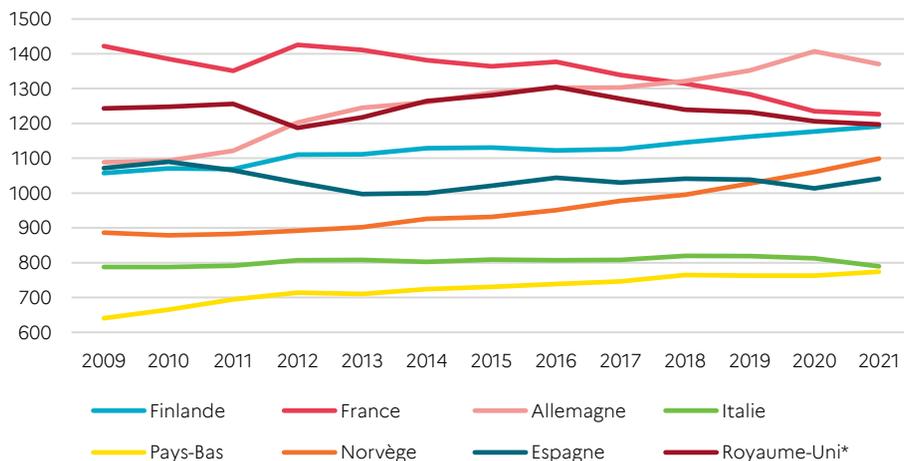
niveau proche de la consommation en Finlande ou au Royaume-Uni (environ 1 200 unités standards par habitant et par an). En 2021, c'est en Allemagne que la consommation de médicaments est la plus élevée, parmi les pays étudiés (environ 1 400 unités standards par habitant et par an). Entre 2011 et 2021, la consommation de médicaments en unité standard a augmenté de 22,1 % en Allemagne ; sur la même période, elle

a diminué de 9,2 % en France. La France a mené des campagnes d'information à destination du grand public et des professionnels de santé,

comme la campagne d'information et de sensibilisation sur le bon usage du médicament de 2012 ou les campagnes publicitaires pour limiter la consommation d'antibiotiques.

Graphique 6 Ventes en officines en unité standard par habitant, de 2009 à 2021

En unité standard par habitant



* Hors ventes ne passant pas par les officines, importantes au Royaume-Uni.

Lecture > En France, en 2009, la vente en officines de médicaments était en moyenne de 1 422 unités standards par habitant. Elle est en 2021 de 1 227 unités standards.

Sources > IQVIA 2021, traitements DREES ; Eurostat, statistiques sur la population.

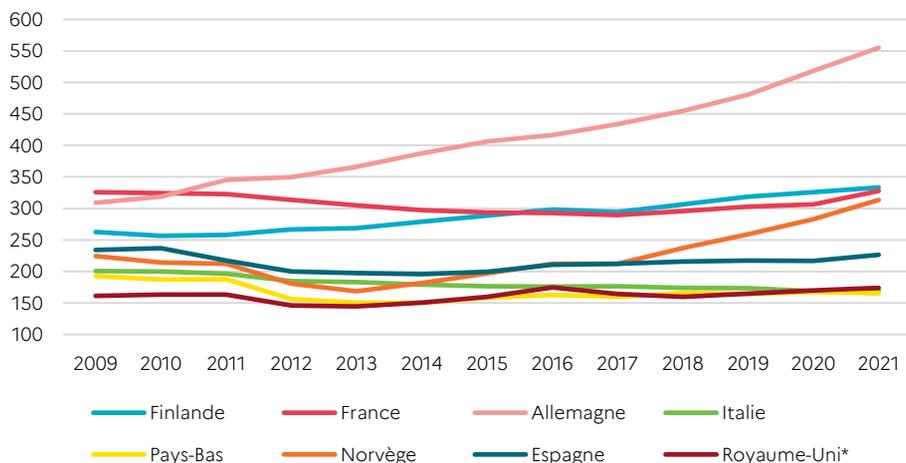
Exprimées en prix fabricant hors taxes (encadré 3), les dépenses pharmaceutiques par habitant varient fortement selon les pays, de 165 euros par habitant par an aux Pays-Bas à 555 euros par habitant par an en Allemagne en 2021 [graphique 7]. Par ailleurs, si le chiffre d'affaires des ventes en officines augmente en Allemagne, en Norvège et en Finlande en 2017 et 2021, il semble se stabiliser pour les cinq autres pays étudiés.

L'Allemagne demeure le pays qui présente la consommation en valeur la plus élevée des huit pays étudiés. L'écart franco-allemand s'est également creusé, principalement en raison d'une

volonté politique forte de diminuer les prix en France (augmentation de la part des médicaments génériques et déremboursement de certains médicaments). Il s'explique aussi par un effet de composition : la délivrance, en Allemagne, de certains médicaments en officines, délivrés uniquement à l'hôpital en France. Ainsi, en Allemagne, des antiviraux à action directe dans le traitement de l'hépatite C (mis sur le marché entre 2014 et 2015) et des anticorps monoclonaux utilisés pour lutter contre les cancers et les désordres immunologiques et inflammatoires, particulièrement onéreux, sont vendus en officines.

Graphique 7 Chiffre d'affaires des ventes en officines en prix fabricant hors taxes par habitant, de 2009 à 2021

En euros par habitant



* Hors ventes ne passant pas par les officines, importantes au Royaume-Uni.

Lecture > En Allemagne, en 2009, le chiffre d'affaires moyen des ventes en officines en prix fabricant hors taxes par habitant était de 309 euros. En 2021, il s'élève à 555 euros.

Sources > IQVIA 2021, traitements DREES ; Eurostat, statistiques sur la population.

Encadré 3 Enjeux de comparabilité des prix des médicaments

Les comparaisons internationales de prix des médicaments soulèvent des problèmes majeurs de comparabilité concernant la prise en compte ou non de la TVA et des remises dans le prix de vente. Ainsi, si la moitié des pays étudiés appliquent la TVA sur les données de prix de vente des médicaments vendus en officines (France, Italie, Espagne, Norvège), seule l'Espagne renseigne la TVA sur les données de prix des médicaments consommés à l'hôpital.

Par ailleurs, la plupart des pays excluent les remises des données de prix de vente, à l'exception de la Norvège et des Pays-Bas pour les ventes pharmaceutiques et de l'Allemagne pour les ventes hospitalières. Dans un souci de comparabilité, le prix fabricant qui n'inclut ni la TVA ni les remises, a ici été choisi pour mener les analyses.

Depuis dix ans, la part des médicaments génériques augmente en volume

En dehors des médicaments dits « non catégorisés » et des « autres médicaments », en 2021, les génériques représentent 68 % des ventes en volume en France. Cette part s'élève à 81 % aux Pays-Bas ; à l'inverse, les génériques ne représentent que 51 % des volumes en Allemagne (graphique 8). La part des médicaments génériques dans le mix médicamenteux total a augmenté

pour l'ensemble des pays étudiés entre 2011 et 2021. C'est en France que cette augmentation est la plus élevée (+22 points de pourcentage entre 2011 et 2021).

Si plusieurs facteurs, dont la structure de marché et la proportion de médicaments tombés dans le domaine public, peuvent expliquer les différences observées entre les pays, celles-ci dépendent principalement des politiques nationales déployées en matière de génériques. Plusieurs pays, dont la France et les Pays-Bas, permettent par exemple aux pharmaciens de

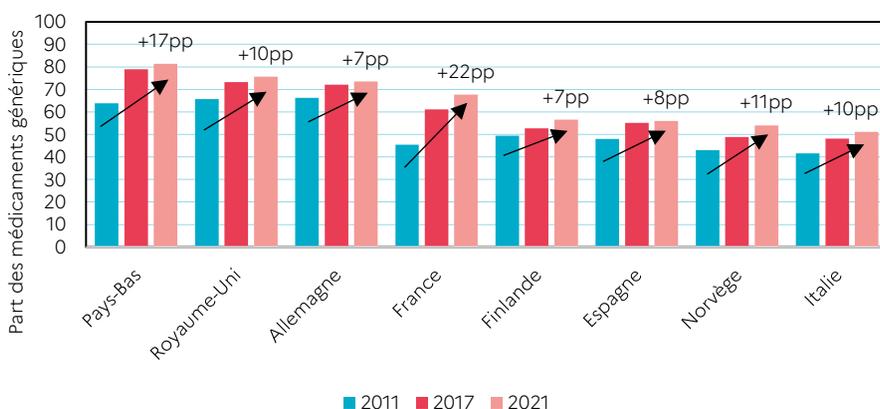
substituer – sans obligation – un générique à un médicament initialement prescrit. La France a par ailleurs mis en place des incitations financières à destination des pharmaciens, leur attribuant un bonus financier en cas de taux de substitution élevé.

La part des génériques dans le mix médicamenteux diffère fortement d'une aire thérapeutique à une autre et de larges différences existent

entre pays. Dans le domaine de la neurologie (catégorie ATC N), par exemple, la part des génériques vendus en officines varie de 43 % en Italie en 2021 à 88 % au Royaume-Uni. De même, pour les médicaments des maladies cardiovasculaires (catégorie ATC C), la part de génériques varie de 42 % en Italie à plus de 95 % aux Pays-Bas.

Graphique 8 Part des médicaments génériques vendus en officines dans le mix médicamenteux (en volume)

En %, en unité standard



Lecture > Entre 2011 et 2021, la consommation de médicaments génériques en volume a augmenté de 22 points de pourcentage en France. Elle est passée de 45 % en 2011 à 68 % en 2021.

Champ > Ventes de médicaments en officines, exclusion faite des médicaments dits « non catégorisés » et des « autres médicaments ».

Source > IQVIA 2021, traitements DREES.

La cardiologie et la dermatologie sont les deux postes principaux en volume de médicaments consommés, l'oncologie représente en revanche la part de marché la plus importante

Parmi les cinq pays qui fournissent des données au niveau des officines et des hôpitaux, les médicaments de la cardiologie représentent la classe la plus importante du marché pharmaceutique en unité standard (17 %), suivis par les médicaments de la dermatologie (13,5 %) et des médicaments du système respiratoire (13,2 %). En termes de chiffre d'affaires, les parts diffèrent fortement : les dépenses de médicaments

oncologiques représentent 23,9 % du total, loin devant les médicaments de la neurologie et de psychiatrie (11,2 %), deuxième aire thérapeutique en valeur (tableau 3).

Par ailleurs, on constate une augmentation des ventes entre 2017 et 2021 pour la moitié des aires thérapeutiques étudiées : de +1,1 % par an pour les médicaments de la cardiologie à +2,7 % par an pour l'oncologie ; La consommation diminue toutefois pour sept des quatorze aires thérapeutiques étudiées : de -0,1 % par an pour les médicaments du domaine de l'hépatogastro-entérologie à -9,9 % par an pour les médicaments de la parasitologie.

Tableau 3 Part de chaque aire thérapeutique dans la consommation totale de médicaments, en valeur (en milliards d'euros), en volume (en milliards d'unités standards), et évolution moyenne de la consommation entre 2017 et 2021

Aire thérapeutique	Consommation en volume	Consommation en valeur	Évolution moyenne de la consommation en volume (2017-2021)
Cardiologie	17 %	7,6 %	1,1 %
Dermatologie	13,5 %	2,5 %	-1,9 %
Système respiratoire - ORL	13,2 %	7,4 %	-2,5 %
Antalgie, antipyrétiques et rhumatismes	11,1 %	5,1 %	-0,9 %
Neurologie et psychiatrie	10 %	11,2 %	1,7 %
Gastro-entéro-hépatologie	7,8 %	4,4 %	-0,1 %
Ophtalmologie et système auditif	7,6 %	3,5 %	-0,6 %
Métabolisme, diabète et nutrition	5,7 %	6,9 %	1,3 %
Sang et hémostase	4,2 %	8,7 %	2,2 %
Urologie et néphrologie	1,3 %	1,3 %	2,6 %
Infectiologie	1 %	2,9 %	-6,3 %
Stomatologie	0,8 %	0,2 %	-1,7 %
Gynécologie obstétrique	0,7 %	1,4 %	2,1 %
Oncologie	0,5 %	23,9 %	2,7 %
Parasitologie	0,1 %	0,1 %	-9,9 %
Autres aires thérapeutiques	5,2 %	13 %	0,9 %

Note > Le détail de la construction des aires thérapeutiques à partir de la catégorie ATC2 est disponible dans le fichier internet de l'ouvrage.

Selon la catégorie ATC, la cardiologie correspond à la catégorie ATC C ; la dermatologie à la catégorie D ; les médicaments du système respiratoire aux catégories R01 à R05 et R07 ; l'antalgie aux catégories M01, M02 et N02 ; la neurologie aux catégories N03 à N07 ; l'hépatogastro-entérologie aux catégories A02 à A09 ; l'ophtalmologie et le système auditif aux catégories S01 à S03 ; les médicaments du métabolisme aux catégories A10 à A16 et V06 ; les médicaments du sang et hémostase aux catégories B01 à B06 ; l'urologie à la catégorie G04 ; l'infectiologie aux catégories J01, J02 et J04 ; la stomatologie à la catégorie A01 ; la gynécologie aux catégories G01 à G03 ; l'oncologie aux catégories L01 à L04 et la parasitologie à la catégorie P. La catégorie « autres aires thérapeutiques » inclut les catégories ATC restantes.

Lecture > Entre 2017 et 2021, la consommation de médicaments oncologiques a augmenté en moyenne de 2,7 % par an pour l'ensemble des pays étudiés.

Champ > Ne sont pris en compte que les cinq pays qui fournissent des données pour les officines et pour les hôpitaux (France, Allemagne, Italie, Espagne et Royaume-Uni).

Source > IQVIA 2021, traitements DREES.

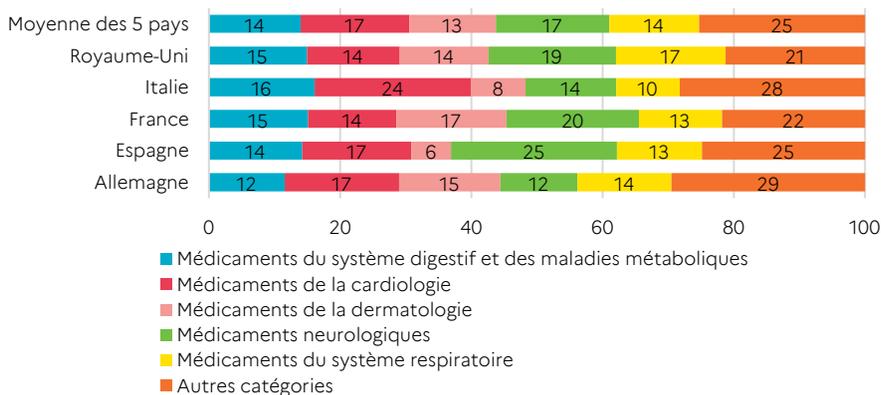
Par ailleurs, selon le pays européen étudié, on observe une forte dispersion de la nature des médicaments consommés. Les prescriptions ne sont pas identiques et le classement des aires thérapeutiques en volume varie d'un pays à l'autre (*graphique 9*). Ces fortes disparités peuvent être imputables à de multiples facteurs : les différences nationales en termes de prévalence de certaines maladies, la structure d'âge de la population, les habitudes de prescription ou encore le diagnostic, la prise en charge et l'accès aux soins.

Si la place moyenne dans les cinq pays étudiés des médicaments de cardiologie dans le mix médicamenteux total est de 17 %, l'Italie demeure le plus grand consommateur avec 24 % de son marché pharmaceutique en volume consacré à cette catégorie (14 % en France). Par ailleurs, la consommation de médicaments des maladies neurologiques en Espagne est bien au-dessus de la moyenne des cinq pays étudiés et représente 25 % du marché pharmaceutique (contre 17 % en moyenne et 20 % en France). En-

fin, l'Italie et l'Espagne sont de moindres consommateurs de médicaments dermatologiques (8 % et 6 % de leur mix médicamenteux respectivement, contre 13 % en moyenne et 17 % en France).

Graphique 9 Distribution de la consommation de médicaments par aire thérapeutique pour cinq pays européens

En % du marché pharmaceutique total, en unité standard



Note > Selon la classification ATC : La catégorie « autres médicaments » inclut les catégories ATC B (sang et organes hématopoïétiques), G (système génito-urinaire et hormones sexuelles), H (hormones systémiques), J (anti-infectieux), L (antinéoplasiques et agents immunomodulants), M (système musculo-squelettique), P (antiparasitaires), S (organes sensoriels) et V (divers). À titre indicatif, ces catégories correspondent en moyenne et respectivement à 4,1 %, 2 %, 2,8 %, 1,2 %, 0,5 %, 4,6 %, 0,1 %, 7,4 % et 2,4 % de la catégorie « autres médicaments ».

Champ > Ne sont pris en compte que les cinq pays qui fournissent des données pour les officines et les hôpitaux (France, Allemagne, Italie, Espagne et Royaume-Uni).

Lecture > En France, en 2021, les médicaments neurologiques représentent 20 % du marché pharmaceutique total. En moyenne pour les cinq pays étudiés, ils ne représentent que 17 % du marché.

Source > IQVIA 2021, traitements DREES.

Pour en savoir plus

- > Dahmouh, A., Ferretti, C., Vergier, N. (2018). L'importance des remises dans la comparaison internationale des prix du médicament. *Revue française des affaires sociales*, 3, p. 269-296
- > IQVIA (2022). MIDAS Panel and Audit Summary.
- > OCDE (2021). *Panorama de la santé : les indicateurs de l'OCDE*. Paris, France : édition OCDE.
- > OMS (2022). Déclaration du docteur Hans Henri P. Kluge, directeur régional de l'OMS pour l'Europe, consultable sur <https://www.who.int/europe/home?v=welcome>.
- > Santé publique France (2021). Épidémies hivernales – Saison 2020-2021.
- > System of Health Accounts (SHA), consultable sur <http://www.oecd.org/els/health-systems/>
- > Vilain, A., Fresson, J., Rey, S. (2020). Interruptions volontaires de grossesse : une légère baisse du taux de recours en 2020 (DREES). *Études et Résultats*, 1207.
- > Weill, A., Drouin, J., Desplas, D., et al. (2021). *Usage des médicaments de ville en France durant l'épidémie de Covid-19 – point de situation jusqu'au 25 avril 2021 (EPI-PHARE)*.